

# 1902<sup>e</sup> séance

Jeudi 4 juillet 1974, à 15 h 15

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1902

## POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (suite)** [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. BERLIS (Canada) rappelle que le Canada n'est pas insensible aux besoins des pays en voie de développement, dont la situation a été gravement affectée par les conditions économiques actuelles. Lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, la délégation canadienne a appuyé le chapitre X du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, traitant des mesures spéciales et particulièrement des mesures d'urgence. Le Canada a répondu à l'appel récemment adressé par le Secrétaire général en faveur des besoins urgents de ces pays en s'engageant à verser une contribution de 276 millions de dollars aux fins de la reconstitution des ressources de l'IDA et a décidé d'accroître sa contribution au programme d'aide au développement pour 1974-1975 de 100 millions de dollars, spécifiquement destinés aux pays les plus touchés. Enfin, le Canada s'est engagé à verser l'équivalent de 300 millions de dollars au mécanisme du FMI créé en faveur des pays qui connaissent des difficultés de paiement par suite de l'enchérissement du pétrole et des produits du pétrole. Cela dit, il est évident que ces besoins à court terme procèdent de problèmes à plus long terme et que la situation actuelle, déclenchée par l'augmentation des prix du pétrole en automne dernier, jette une lumière brutale sur des problèmes économiques qui sévissent depuis longtemps dans les domaines de l'inflation, des niveaux de l'emploi et du commerce et des investissements internationaux.

2. La communauté internationale a accepté d'essayer de résoudre ces problèmes fondamentaux comme le prouvent les travaux entrepris par de nombreux organes du système des Nations Unies, notamment la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières et le développement. De l'avis de la délégation canadienne, le Conseil doit veiller à ce que les négociations et discussions des différentes institutions et organisations du système procèdent de façon harmonieuse et coordonnée, et doit utiliser pour cela les mécanismes de coopération internationale déjà établis en s'efforçant de les adapter et de les améliorer.

3. Pour mener sa tâche à bien, il est essentiel que le Conseil concentre et ordonne ses efforts selon un ordre de priorité qu'il devra établir. C'est pourquoi la délégation canadienne note avec satisfaction que le débat général devra porter essentiellement sur certains points; à son avis, les points 4 (Programme d'action), 8 (sociétés multinationales) et 14 (deuxième Décennie pour le développement) de

l'ordre du jour devraient retenir particulièrement l'attention car ils englobent un certain nombre d'autres questions connexes importantes telles que la souveraineté permanente et la science et la technique, et fournissent un point de départ à l'étude des problèmes les plus pressants que le Conseil est appelé à traiter et qui relèvent en gros du point 7 de l'ordre du jour consacré à la sécurité économique collective.

4. Le Programme d'action recouvre un très vaste domaine et pose des problèmes délicats qui ne seront pas faciles à résoudre si l'on considère que la décision sur la Déclaration et sur le Programme d'action n'a pas été prise sans réserve de la part de nombreuses délégations, dont la délégation canadienne. Néanmoins, un appui profond s'est dégagé en faveur des objectifs fondamentaux de la session extraordinaire, à savoir une accélération du rythme de développement des pays en voie de développement et une répartition plus équitable des ressources économiques mondiales.

5. Déjà, certains signes encourageants sont apparus depuis la fin de la session extraordinaire, notamment sur le front monétaire. L'accord auquel le Comité des Vingt est parvenu en juin a montré que le FMI était capable de négocier des problèmes monétaires complexes; le mécanisme pétrolier et le mécanisme destiné à élargir les facilités offertes par le FMI, ainsi que les directives concernant les taux de change flottants témoignent de la volonté, de la part d'un grand nombre de pays divers, de coopérer à la solution de leurs problèmes communs.

6. Le rapport du Comité de la science et de la technique au service du développement sur sa deuxième session (E/5473) est également encourageant. L'une des grandes questions traitées par le Comité est celle du transfert des techniques; cet élément essentiel du Programme d'action étant également l'un des thèmes de préoccupation du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques de la CNUCED, du PNUD et de l'OMPI, il est évident qu'une coordination, dont le Conseil devrait assumer la responsabilité, doit être établie entre ces divers organes.

7. En ce qui concerne les échanges commerciaux, on se prépare activement aux prochaines négociations sur la libéralisation des échanges qui auront lieu dans le cadre du GATT, dont les membres et le secrétariat sont bien décidés à agir dans le sens des besoins légitimes des pays en voie de développement.

8. La question des sociétés multinationales retient de plus en plus l'attention des gouvernements, des individus et des institutions depuis plusieurs années et, dans son rapport (E/5500/Add.1), le Groupe de personnalités chargé d'étudier cette question en souligne le caractère de gravité et d'urgence. Dans le discours qu'il a prononcé à la session

extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières et le développement (2211ème séance plénière), le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada a souligné que son pays est favorable à l'institution d'un mécanisme chargé de veiller à ce que les décisions des sociétés multinationales soient compatibles avec les intérêts nationaux des pays où elles sont installées et qu'il défend le droit des importateurs de biens d'équipement à définir les conditions auxquelles ils acceptent les investissements étrangers. Le Canada, pénétré de ces principes, est prêt à étudier attentivement la recommandation du rapport du Groupe de personnalités tendant à instituer un mécanisme destiné à aider le Conseil économique et social dans ses travaux sur les questions pressantes d'actualité soulevées dans le chapitre III du rapport. Ces recommandations devraient faire l'objet d'un débat au Conseil; toutefois le Canada s'abstiendra d'entrer plus avant dans les questions de fond soulevées dans le rapport sans avoir étudié celui-ci plus à loisir. D'autre part, le Canada estime que le mandat de l'organe qui sera chargé d'étudier la question, qu'il s'agisse du Conseil, de la CNUDCI ou de la commission envisagée, doit être mûrement étudié étant donné qu'il déterminera l'action internationale dans ce domaine pour de nombreuses années à venir. Le Canada se félicite du travail substantiel accompli par le Groupe de personnalités dans ce rapport dont il a, dès le départ, approuvé l'idée.

9. Pour ce qui est des préparatifs en vue de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la délégation canadienne espère que l'on saura tirer une leçon des difficultés rencontrées dans la première évaluation; à son avis, le Secrétariat et les divers éléments du système des Nations Unies devront assumer une plus large part des préparatifs; les rapports et observations des divers éléments du système devront être formulés suffisamment à temps et sous une forme plus claire et plus compréhensible que ce ne fût le cas lors de la première évaluation; si les délégations et les organisations sont prêtes à faire l'effort voulu, cette évaluation pourrait donner un élan nouveau à l'effort global du développement.

10. La poursuite des objectifs qui devront être atteints au cours des prochains mois ne devra pas empêcher le Conseil d'étudier les autres questions importantes qui figurent à son ordre du jour; toutefois, cette étude devra se faire dans la plus grande discipline si le Conseil veut préparer utilement la session extraordinaire de 1975. Le Canada pour sa part fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider les délibérations actuelles du Conseil à produire des résultats positifs.

11. M. SAITO (Japon) dit qu'aujourd'hui les pénuries de matières premières et de denrées alimentaires, l'inflation, l'instabilité monétaire et la détérioration des balances des paiements posent aux membres de la communauté internationale des problèmes d'une nature et d'une ampleur sans précédent. Pour résoudre ces problèmes, il faut tenir compte d'une situation qui change d'un jour à l'autre, et les aborder d'un point de vue mondial. A cet égard, la délégation japonaise attache une grande importance à la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, que l'Assemblée générale a adoptée par consensus à sa récente session extraordinaire, et à la

Charte des droits et devoirs économiques des Etats qu'élaboré actuellement la CNUCED.

12. Pour s'attaquer efficacement à ces problèmes mondiaux et souvent urgents, le Conseil doit renforcer ses attributions en vue de mobiliser les compétences et les ressources des divers organismes des Nations Unies, de donner des directives à ces organismes et de coordonner leurs activités; il doit aussi établir ses propres procédures pour examiner les grands problèmes en temps voulu. M. Saito souligne aussi que les renseignements et les analyses fournis par les commissions économiques régionales peuvent beaucoup aider le Conseil à examiner ces problèmes au niveau mondial.

13. L'inflation actuelle est la plus importante que le monde ait connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Si elle n'est pas enrayée, elle causera des injustices sociales inacceptables et minera les bases mêmes d'une croissance harmonieuse de l'économie mondiale. Face à cette situation, il faudrait que chaque nation s'efforce en priorité de stabiliser les prix, notamment en appliquant une politique de gestion de la demande appuyée sur des mesures fiscales et monétaires. Le Japon, qui dépend presque entièrement de l'étranger pour son approvisionnement en pétrole et en autres matières premières, a pris, pour réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, stabiliser les prix et lutter contre la psychologie de l'inflation, une série de mesures qui se sont révélées efficaces; ce pays a l'intention de maintenir son programme anti-inflation dans les mois qui viennent.

14. Les augmentations récentes des prix du pétrole et d'autres matières premières font craindre d'importants déficits de la balance des paiements de certains pays développés dans les années qui viennent. Toutefois, ces pays ne devraient pas chercher à remédier à une telle situation par des mesures arbitraires; cela ne ferait que déséquilibrer davantage l'économie mondiale. Lors d'une réunion tenue fin mai, le Conseil de l'OCDE a demandé que pendant une période d'un an les membres de cette organisation s'abstiennent d'imposer de nouvelles restrictions sur les transactions commerciales et autres transactions courantes, et de stimuler artificiellement les exportations visibles et invisibles. Il faut aussi espérer que les engagements contenus dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international contribueront à épargner aux pays en voie de développement les plus affectés des difficultés encore plus graves.

15. La situation économique actuelle rend encore plus indispensable une coopération internationale en vue de réduire les restrictions au commerce international. Dans ce contexte, les négociations commerciales multilatérales revêtent une importance accrue; le Gouvernement japonais poursuivra ses efforts pour que ces négociations progressent selon l'esprit de la Déclaration des ministres adoptée à Tokyo le 14 septembre 1973<sup>1</sup> et publiée à l'issue de la Réunion ministérielle du GATT de l'automne dernier, en tenant pleinement compte des intérêts particuliers des pays en voie de développement.

<sup>1</sup> Pour le texte de la déclaration, voir GATT, document MIN(73)1.

16. En rapport avec la Conférence mondiale de l'alimentation qui va avoir lieu prochainement, M. Saito déclare que, pour son gouvernement, il faut accorder une haute priorité à l'établissement d'un système d'évaluation de l'offre et de la demande mondiale de denrées alimentaires, à la stabilisation de l'approvisionnement en denrées alimentaires et à l'aide agricole aux pays en voie de développement.

17. Les investissements internationaux jouent à présent un rôle important dans l'économie internationale. La valeur de la production industrielle des entreprises financées par des investissements internationaux excède la valeur totale du commerce international, et elle contribue beaucoup au développement de l'économie mondiale. A cet égard, il est opportun que le Conseil soit saisi du rapport du Groupe de personnalités pour examiner à fond la question des sociétés multinationales. Le Japon appuie en principe la recommandation du Groupe tendant à créer une commission permanente relevant du Conseil, et il juge souhaitable d'étudier s'il est possible d'établir un code de conduite pour ces sociétés.

18. En ce qui concerne la réforme monétaire internationale, M. Saito rappelle que le Comité des Vingt a décidé que le Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs du FMI devrait réexaminer la question d'un lien entre l'assistance au développement et les allocations de DTS. Le Japon a considéré favorablement les vues des pays en voie de développement sur cette question, et il espère que le Comité intérimaire étudiera activement la possibilité d'établir un tel lien. Par ailleurs, il serait bon qu'il y ait des consultations et une coopération entre les pays importateurs de pétrole qui manquent de liquidités et les pays exportateurs exposés aux mouvements des liquidités qu'ils accumulent.

19. Bien que le Japon soit un des pays développés les plus touchés par la situation économique actuelle, il a l'intention de faire le plus grand effort possible d'assistance au développement. En 1973, la valeur de son assistance a atteint 5 844 200 000 dollars, soit plus du double du chiffre de 1972. Ce montant a représenté 1,42 p. 100 du PNB japonais, pourcentage bien supérieur à l'objectif de 1 p. 100 fixé par l'ONU. Les crédits budgétaires prévus pour l'assistance officielle au développement ont augmenté de 27,4 p. 100 pour l'exercice 1974 par rapport à 1973.

20. Au sujet de l'opération d'urgence lancée à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale en faveur des pays en voie de développement les plus gravement touchés par la crise économique actuelle, M. Saito signale que son gouvernement a décidé de fournir une assistance d'urgence sous la forme d'aide en nature, d'allègement des dettes, de subventions, etc., pour une valeur d'au moins 100 millions de dollars, en plus du montant de l'aide qu'il a fournie à ces pays pendant les douze mois écoulés. Le Gouvernement japonais a aussi décidé de verser 495 millions de dollars à l'IDA. Cette année, il a également versé des contributions sensiblement accrues au PNUD (16 millions de dollars, dont 2 millions pour les pays les moins développés), au PAM (1,7 million de dollars) et au Fonds spécial pour le Sahel (1,8 million de dollars). M. Saito souhaite par ailleurs que les pays producteurs de pétrole et les pays en voie de

développement les plus avancés fournissent aussi une aide aux pays les plus gravement atteints.

21. Quant au Fonds spécial créé à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée, le Gouvernement japonais est prêt à participer à l'examen d'un plan concret pour ce fonds, et à verser des contributions aussi élevées que possible lorsqu'on se sera mis d'accord sur un tel plan.

22. A propos des problèmes posés par la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles de la Terre, le représentant du Japon exprime l'espoir que le Fonds autorenouvelable pour l'exploration des ressources naturelles commencera ses activités opérationnelles le plus tôt possible. Par ailleurs, à la session extraordinaire de l'Assemblée, le Gouvernement japonais a proposé (2211<sup>ème</sup> séance plénière) d'accueillir la quatrième session du Comité des ressources naturelles. Des dispositions sont actuellement prises avec le Secrétariat de l'ONU pour tenir cette session à Tokyo, du 24 mars au 4 avril 1975. M. Saito espère que le Conseil approuvera cette proposition.

23. M. KOTAITE (Organisation de l'aviation civile internationale) rappelle qu'en 1973 environ 630 millions de passagers ont voyagé sur les vols réguliers et non réguliers des transporteurs aériens commerciaux. En ce qui concerne les services réguliers, le trafic total (passagers, fret et poste) exprimé en tonnes-kilomètres a augmenté de 11 p. 100 par rapport à 1972, le nombre de passagers-kilomètres, de 10,2 p. 100, le nombre de tonnes-kilomètres de fret, de 16,2 p. 100, le nombre de tonnes-kilomètres de poste, de 4,3 p. 100, et le nombre de passagers, de 7,3 p. 100. L'augmentation en pourcentage du trafic régulier international de 1973 par rapport à 1972 a beaucoup varié selon les régions du monde et a été particulièrement forte dans les régions en voie de développement. Le taux d'accroissement le plus élevé (25 p. 100) a été enregistré par les compagnies aériennes d'Asie et du Pacifique, suivies de celles du Moyen-Orient (20 p. 100), de l'Amérique latine et des Caraïbes (18,5 p. 100), de l'Europe (14 p. 100), de l'Afrique (13 p. 100) et de l'Amérique du Nord (7 p. 100).

24. Le rythme de croissance du trafic international non régulier de passagers a ralenti en 1973 pour la troisième année consécutive, en raison essentiellement de la situation économique mondiale, de l'utilisation croissante de tarifs spéciaux sur les services réguliers et de la modification des règlements. Le nombre total de passagers-kilomètres sur les vols internationaux non réguliers s'est élevé à 102 millions en 1973, soit 9 millions de plus que l'année précédente; le trafic non régulier a représenté près du tiers de l'ensemble du trafic international de passagers en 1973, c'est-à-dire à peu près la même proportion qu'en 1972.

25. Pour ce qui est de la création de routes et de services, un fait marquant a été, en 1973, le développement des services internationaux entre la Chine et divers pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe; il convient de noter à cet égard que récemment le Gouvernement de la République populaire de Chine a repris sa participation active aux travaux de l'OACI en qualité de membre de l'Organisation.

26. L'année 1973 a été marquée par un certain nombre d'événements qui ont influé sur le tourisme. L'année peut

se diviser en deux périodes, dont la seconde, à compter du mois d'octobre, a été dominée par la crise du pétrole. La première partie de l'année a été marquée par la continuation de la croissance économique amorcée en 1971, mais cette prospérité a engendré à son tour des difficultés néfastes pour le tourisme international : fortes pressions inflationnistes, incertitude engendrée par les ajustements monétaires de l'année précédente et adoption de taux de change flottants dans de nombreux Etats. Les touristes éventuels ont réagi en achetant des biens de consommation durables pour se protéger contre l'inflation, et le tourisme international en a souffert.

27. A la fin de 1973, la crise du pétrole et ses conséquences sur l'aviation internationale préoccupaient sérieusement les pays tributaires du tourisme international. Les compagnies aériennes ont dû faire face à une forte hausse du prix des carburants et ont dû parfois réduire leurs services. En 1973, les bénéfices d'exploitation se sont élevés au total à 821 millions de dollars, c'est-à-dire à 3,1 p. 100 des recettes d'exploitation, contre 3,8 p. 100 en 1972.

28. Le bilan de sécurité a été meilleur en 1973 qu'en 1972; en effet, le nombre des passagers tués sur les services réguliers en 1973 a été de 922 dans 33 accidents contre 1 402 passagers tués dans 44 accidents en 1972. Compte tenu du volume du trafic de ces deux années, le nombre de passagers tués pour 100 millions de passagers-kilomètres est tombé de 0,25 en 1972 à 0,15 en 1973.

29. Les actes d'intervention illicite dans l'aviation civile internationale ont continué de compromettre la sécurité, la régularité et l'efficacité des services aériens internationaux, mais de nouvelles mesures de sécurité ont été prises, de nouveaux dispositifs et systèmes de sûreté ont été améliorés pour l'inspection systématique ou par sondage des passagers, du fret, etc., ou pour la protection des avions. L'OACI continue de s'occuper des actes d'intervention illicite et de la sûreté du transport aérien, surtout en tenant à jour et en élaborant des normes et des pratiques recommandées. Le Conseil de l'OACI a adopté une nouvelle annexe à la Convention relative à l'aviation civile internationale (annexe 17 sur la sûreté en avion). Dans le domaine juridique, l'OACI a établi trois conventions déjà en vigueur : la Convention de Tokyo relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ratifiée par 74 Etats, la Convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, ratifiée par 67 Etats, et la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, ratifiée par 56 Etats.

30. Au cours de l'année, l'OACI a poursuivi son but premier qui est d'assurer le développement ordonné et sûr de l'aviation civile internationale en exécutant des études techniques, juridiques et économiques, et en adoptant des normes internationales appropriées. Deux grandes réunions ont eu lieu sur l'économie du transport aérien (Conférence sur l'économie des installations et services de navigation aérienne de route et des aéroports, et huitième session de la Division de facilitation); dans le domaine technique, 11 réunions de navigation aérienne se sont tenues et le Conseil de l'OACI a adopté des amendements à huit annexes contenant des normes et des pratiques recommandées

techniques. Trois réunions ont eu lieu dans le domaine juridique dont une conférence internationale de droit aérien. L'Assemblée de l'OACI s'est réunie en deux sessions extraordinaires.

31. L'OACI suit de très près les efforts tentés sur le plan international pour résoudre les problèmes des pays en voie de développement sans littoral. Bien qu'elle ne dispose pas de fonds pour le développement économique, elle exécute des travaux préliminaires relatifs à un projet du PNUD qui serviront d'études pilotes pour toutes les régions et permettront d'accroître l'efficacité de la programmation par pays du PNUD. Il faut espérer que celui-ci fournira les fonds nécessaires.

32. Le programme d'assistance de l'OACI s'est amplifié en 1973, surtout dans le domaine des projets régionaux du PNUD et dans celui des projets exécutés au moyen de fonds d'affectation spéciale, d'après la formule du partage des coûts. L'OACI a l'intention de continuer d'améliorer l'assistance qu'elle apporte dans ce domaine.

33. En ce qui concerne l'environnement, les dispositions prises par l'OACI pour fixer des limites maximales au bruit des aéronefs ont déjà donné des résultats puisque le niveau de bruit de nombreux types d'aéronefs qui viennent d'obtenir leur certification est sensiblement inférieur aux limites actuellement prescrites par l'annexe 16 à la Convention relative à l'aviation civile internationale.

34. L'OACI a continué de coordonner ses travaux avec ceux des autres organisations de la famille des Nations Unies, notamment avec l'OMM, avec laquelle elle travaille à déterminer les futures responsabilités de l'administration du programme des stations océaniques de l'Atlantique nord (programme NAOS). En raison de l'augmentation relative de l'utilisation des services assurés par les navires NAOS à des fins extra-aéronautiques et de la diminution relative de l'utilisation des services à des fins purement aéronautiques, les deux organisations ont collaboré en vue de transférer la responsabilité du programme NAOS de l'OACI à l'OMM, à compter du 1er juillet 1975.

35. Le PRESIDENT annonce que les représentants de la BIRD et du FMI vont faire des déclarations en réponse à la demande que le représentant des Etats-Unis a formulée à la séance précédente.

36. M. HOFFMAN (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) pense que les "sombres prévisions" qu'il aurait présentées récemment sur les perspectives à court et à moyen terme de certains des pays les moins développés, selon le représentant des Etats-Unis d'Amérique, étaient en fait une brève déclaration faite lors de la réunion commune CAC/CPC, le 1er juillet. Cette déclaration a été présentée dans le contexte très limité de l'ordre du jour de la séance — à savoir comment les institutions spécialisées réagissaient face à la nouvelle situation économique mondiale. M. Hoffman n'a pas présenté une nouvelle évaluation de faits ou de tendances établie par la Banque mondiale; il s'est contenté de décrire brièvement le processus par lequel la BIRD adapte ses opérations aux perspectives nouvelles.



37. L'effort le plus récent de la Banque pour décrire les effets généraux des variations récentes des prix des produits de base sur la position des divers groupes de pays en matière de ressources a été décrit dans un document publié en mars 1974 et intitulé "Besoins supplémentaires en capitaux extérieurs des pays en voie de développement". Ce document a été communiqué aux délégations à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, et le Secrétariat peut certainement en procurer des exemplaires au Conseil.

38. La Banque met actuellement à jour ses analyses et projections, mais M. Hoffman ne peut pas encore annoncer à quel moment et sous quelle forme elle pourra publier de nouveaux résultats. Sur la base des documents dont il a eu connaissance, il ne pense pas que la position des divers groupes de pays en matière de ressources qui est indiquée dans le rapport de mars aura beaucoup changé au milieu de l'été 1974.

39. M. ZEGERS (Fonds monétaire international) déclare qu'il peut indiquer les projections du FMI sur l'évolution des paiements internationaux seulement pour 1974 et pour la balance des paiements courants, englobant les marchandises, les services et les transferts privés. Les chiffres qu'il va fournir sont cependant des estimations des balances des paiements courants faites sur la base de chiffres fournis par les douanes et ajustés pour tenir compte en particulier des délais de transport du pétrole.

40. Dans le cas des principaux exportateurs de pétrole, les chiffres ainsi ajustés font apparaître pour 1974 un excédent total de 65 milliards de dollars, en augmentation de 58,8 milliards de dollars par rapport à 1973. Ce chiffre de 65 milliards de dollars a été calculé selon l'hypothèse que les prix du pétrole resteront aux niveaux actuels pendant le reste de l'année 1974, et que les fournitures mondiales de pétrole varieront peu par rapport à 1973.

41. Pour un deuxième groupe de 16 pays industriels figurant dans les statistiques du FMI, la projection pour 1974 fait apparaître un déficit de 30,3 milliards de dollars, soit une variation négative de 40,9 milliards de dollars contre un excédent ajusté de 10,6 milliards de dollars pour 1973.

42. Pour un troisième groupe de 12 pays appelés dans les statistiques du FMI "Pays de production primaire plus

développés", et qui comprend par exemple l'Australie et la Nouvelle-Zélande, il y a un déficit projeté de 6,4 milliards de dollars, soit une variation négative de 7,5 milliards de dollars contre un excédent de 1,1 milliard de dollars en 1973.

43. Pour un quatrième groupe, celui des "Pays de production primaire moins développés", non compris les producteurs de pétrole, la projection fait apparaître un déficit de 20,9 milliards de dollars, soit une variation négative de 11,8 milliards de dollars contre un déficit estimé à 9,1 milliards de dollars en 1973.

44. Le total des estimations des balances des paiements que M. Zegers a mentionnées représente un chiffre positif de 8,8 milliards de dollars pour 1974. Cela est dû aux balances des paiements courants de pays qui ne font pas rapport au FMI, ainsi qu'aux erreurs et asymétries statistiques assez importantes qui sont inévitables dans les estimations de cette nature.

45. Enfin, M. Zegers précise que les projections qu'il a indiquées ont été faites il y a près de deux mois, et devront être révisées en fonction de l'évolution future. Il n'est pas possible de fournir à présent des estimations sûres pour 1975.

46. M. SCALI (Etats-Unis d'Amérique) remercie les représentants de la BIRD et du FMI pour leurs promptes réponses. Il s'étonne cependant que le représentant de la BIRD n'ait pas fourni des chiffres qui l'ont déjà été dans d'autres réunions. Il regrette aussi que la réponse du représentant du FMI porte sur une seule année. Mais les chiffres donnés par ce représentant — un excédent de 65 milliards de dollars pour certains pays en 1974, soit 58,8 milliards de plus qu'en 1973 — révèlent clairement l'ampleur de la crise financière causée par l'augmentation du prix du pétrole. Si quelques pays peuvent obtenir des sommes aussi fabuleuses en 1974, sans parler de 1975 et de 1976, cela va ébranler profondément la coopération économique internationale. Cette perspective devrait occuper une place centrale dans les délibérations du Conseil. Peut-être les pays industriels survivront-ils à des changements aussi cataclysmiques, mais qu'arrivera-t-il aux pays moins développés ?

*La séance est levée à 16 h 25.*

## 1903<sup>e</sup> séance

Vendredi 5 juillet 1974, à 10 h 10

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1903

### POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. MAHEU (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) présente le rapport de son organisation sur ses activités en 1973 (E/5518).

2. Parlant du rapport de l'UNESCO présenté en application de la résolution 1575 (L) du Conseil sur les résultats